

## LE MI, « L'AMI DES INSPECTEURS », QUI NE RECRUTE PAS... ET QUI NE NOUS VEUT PAS FORCEMENT QUE DU BIEN...

Dans le prolongement des discussions avec la DSR et les DIRECCTE sur le devenir des titres professionnels poids lourds, le SNICA-FO a échangé en bilatérale sur le même thème avec le cabinet du ministre de l'Intérieur le 28 octobre.

Tel que nous le faisons maintenant depuis des semaines auprès de l'ensemble de nos interlocuteurs, nous avons défendu la plus-value apportée par les IPCSR et DPCSR dans l'exercice de cette mission, tout en pointant du doigt les inconvénients majeurs et les dangers d'une externalisation de l'évaluation des épreuves hors-circulation. En ce qui concerne l'ETG, les revirements de position de l'Administration sont incessants : ce matin notre interlocuteur affirmait que pour l'heure, ils restaient de notre responsabilité, tout comme les circulations. La réflexion à ce stade ne permet pas non plus d'envisager un retour des rattrapages ou de la 3<sup>ème</sup> session.

Sans nier l'expertise et l'investissement des IPCSR et DPCSR, le cabinet a cependant mis en avant une prétendue « *situation très inquiétante* » en ce qui concerne les délais d'attente à l'examen du permis de conduire voiture. Ces délais iraient même jusqu'à 6 mois « *dans certains départements* » et des courriers arriveraient au ministère « *par dizaines chaque semaine pour faire part d'une situation devenue intolérable* » selon notre interlocuteur.

Le discours biaisé et outrancier se répète depuis 2013, avec les risques que nous connaissons tous. Après nous avoir affirmé qu'il était « *l'ami des inspecteurs* » et qu'il n'était pas « *un fan de l'externalisation* », le Directeur de cabinet adjoint nous a néanmoins annoncé qu'« *il ne fallait pas s'interdire de réfléchir au cas par cas à des solutions* », et que « **notre modèle [de service public] allait être interrogé pour libérer des marges de manœuvre pour l'examen B.**

Le ministre Cazeneuve ne nous tenait pas d'autre propos lorsqu'il a vendu l'ETG aux organismes agréés, un recentrage sur ce qu'il appelait « *le cœur de mission* » étant alors jugé urgent.

Si l'Administration promet à qui veut l'entendre que « *rien n'est verrouillé* » et que « *les échanges continueront* », les propos ont la tonalité de la rengaine à la sauce libérale.

Preuve en est que notre interlocuteur nous a annoncé sans détour, en « *s'interdisant de nous vendre du rêve* », qu'« *il n'y aura pas d'augmentation des effectifs d'IPCSR en 2021* ». Car ce qui est prioritaire au sein de notre ministère de tutelle, c'est « *la sécurité* » ... mais manifestement pas routière!

L'attachement réel d'un Gouvernement au service public étant directement lié au volume de recrutement de fonctionnaires qu'il met en œuvre, nous laisserons chacun en tirer les conclusions qui s'imposent.

Dans l'attente de l'annonce des arbitrages retenus pour les titres professionnels poids lourds, rendez-vous est pris pour fin décembre avec les mêmes interlocuteurs.